

Les effets indésirables des médicaments sont dérangeants.

Ils dérangent évidemment les patients, qui attendent un traitement raisonnablement efficace et sans danger disproportionné. Et qui, au lieu de cela, se retrouvent souvent victimes d'effets collatéraux, parfois sans aucun bénéfice. Jusqu'à en mourir.

Ils dérangent les professionnels de santé, qui comptent souvent sur les médicaments pour assurer l'efficacité de leur action. Et qui se retrouvent confrontés à des dégâts qu'ils n'ont dans

la Commission européenne propose une directive et un règlement nouveaux (lire dans ce numéro pages 696-702).

Mais avec l'intention de déranger le moins possible. En dépensant le moins possible de deniers publics. En oubliant les causes du problème. Quitte à aggraver largement les dégâts, et à mépriser l'intérêt général à long terme. Car la Commission propose froidement de confier le problème à ceux qui ont le plus directement intérêt à l'enterrer : les firmes pharmaceutiques.

Les firmes sont déjà chargées d'évaluer

É D I T O R I A L

Pousse-au-crime

certain cas pas su éviter, voire qu'ils ont provoqués.

Ils dérangent les firmes pharmaceutiques, dont la santé économique est menacée par la mévente de leurs médicaments.

Ils dérangent les assureurs maladie, qui doivent prendre en charge des dépenses qu'ils n'ont pas su ou pu éviter.

Et ils dérangent les pouvoirs publics, qui ont pour mission d'assurer le bien-être et la sécurité sanitaire de la population.

De sorte qu'on parle finalement peu des effets indésirables des médicaments. Le sujet n'est pas valorisé par la formation professionnelle des soignants, ni initiale ni continue. La discipline Pharmacovigilance n'est pas valorisée dans le cursus universitaire ni hospitalier. Ses concepts et ses techniques sont méconnus. La notification des observations n'est pas vraiment encouragée.

Face à ce problème de société profond,

elles-mêmes, avant mise sur le marché, les médicaments qui doivent assurer leur fortune, au risque de cacher des informations cruciales. Au lieu de réduire ce conflit d'intérêts, la Commission propose de charger aussi les firmes de l'évaluation après mise sur le marché.

Au lieu de renforcer le réseau existant de centres de pharmacovigilance indépendants, la Commission propose de le court-circuiter.

Au lieu d'améliorer l'information des patients et des soignants, la Commission propose l'anesthésie générale en donnant aux firmes la mainmise sur toutes les données sensibles.

En sous-traitant la pharmacovigilance aux firmes pharmaceutiques, la Commission européenne, et ceux qui la laissent faire, poussent les firmes au crime.

Prescrire